

La Maison-Blanche s'ouvre enfin à Viktor Orbán

Hongrie Donald Trump veut resserrer ses liens avec l'Europe de l'Est. Il reçoit le dirigeant hongrois ce lundi.

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Dix-huit ans que cela ne s'était pas produit. Quand Viktor Orbán avait foulé le sol de la Maison-Blanche en 2001, il était un jeune Premier ministre de 38 ans seulement, qui avait signé l'intégration de la Hongrie dans l'Otan deux ans plus tôt ; il était reçu par George W. Bush. Après cela, jamais plus il n'avait été invité à Washington, passée sous la coupe des Démocrates, avec qui les relations sont exécrables.

L'arrivée de Donald Trump à la tête de l'administration américaine avait ouvert de nouvelles perspectives pour Budapest, mais les bonnes dispositions hongroises vis-à-vis du nouveau Président – dont Orbán avait publiquement espéré la victoire contre Hillary Clinton – n'avaient pas suffi, malgré les efforts diplomatiques. Alors pourquoi cette invitation maintenant ?

Les armes et le gaz

Pour deux choses, analyse la presse hongroise : les armes et le gaz. La Hongrie va concéder de grosses commandes d'armement américain, ce qu'elle n'avait jamais fait sous Orbán, souligne le politologue Botond Feledy dans le journal *Népszava*. Tout d'abord, les avions de combat suédois Gripen, choisis par Orbán en 2001 aux dépens de la concurrence américaine, pourraient être remplacés prochainement par des F-35 américains. Mais surtout, la Hongrie va faire l'acquisition d'un système de défense antimissile américano-norvégien Kongsberg, pour la bagatelle d'un milliard de dollars. Si le Parlement hongrois se décide à entériner le Defense Cooperation Agreement que la Hongrie a tant rechigné à signer (car il permet aux troupes US de manœuvrer, dans une certaine mesure, sur le sol hongrois), le carton sera plein pour Washington.

Côté énergie, la Hongrie veillera désormais à s'appro-

visionner selon les intérêts américains : par exemple en renonçant au gaz russe importé par le gazoduc Nord Stream 2, qui relie la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique, au profit du gaz qui transite via l'Ukraine et assure donc à ce pays, soutenu par les États-Unis, d'importants frais de transit.

La tournée centre-européenne effectuée au mois de février par le secrétaire d'État Mike Pompeo, qui l'avait conduit en Hongrie, en Slovaquie et en Pologne, a signifié le retour en force des États-Unis de Donald Trump dans l'ex-bloc de l'Est. Le but affiché par M. Pompeo dans le journal *Foreign Policy* : contrer l'influence grandissante de la Russie et de la Chine. *"Trop souvent, les États-Unis ont été absents d'Europe centrale. Nos rivaux ont rempli ce vide"*, expliquait-il. Le chef de la diplomatie américaine s'était fait encore plus direct lors de sa conférence de presse à Budapest en déclarant que *"la Russie et la Chine ne sont pas des amies de la liberté des petites nations"*.

Pas d'ouverture à l'Est, exige Washington

Il avait ensuite mis en garde son homologue hongrois, Péter Szijjártó, sur *"les dangers de permettre à la Chine d'établir une tête de pont en Hongrie"*, en référence au projet de Nouvelles Routes de la soie reliant l'Asie à l'Europe, puis pointé du doigt la relation spéciale entre Budapest et Moscou. Viktor Orbán est donc fermement prié de mettre un terme à sa politique *"d'ouverture à l'Est"*, mais ce sont aussi les autres pays de la région qui se trouvent sous pression.

Donald Trump a menacé de replier sur eux le parapluie de l'Otan s'ils n'augmentent pas significativement leurs dépenses militaires, ce que tous se sont désormais engagés à faire. Au mois de septembre, le président polonais Andrzej Duda signait un accord de coopération stratégique avec les États-Unis. Cette année, la Maison-Blanche a vu défiler le chancelier autrichien Sebastian Kurz, le chef du gouvernement tchèque Andrej Babiš et

le slovaque Peter Pellegrini. Conséquence: l'Europe centrale et orientale est la région du monde qui enregistre la plus forte augmentation des dépenses militaires, selon le nouveau rapport du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) qui alerte sur le fait que jamais le niveau de dépenses militaires mondial n'a été aussi élevé depuis la fin de la guerre froide.

L'Europe centrale
et orientale est
la région qui
enregistre la plus
forte augmentation
des dépenses
militaires.